



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du

26 SEP. 2024

mettant en demeure la société ENVIE 2E
de respecter des prescriptions d'exploitation de ses installations
situées 2 rue des Imprimeurs à 67118 GEISPOLSHEIM

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;
- VU l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- VU l'arrêté préfectoral du 16 avril 2019, pris en application du titre I^{er} du livre V du code de l'environnement, autorisant la société ENVIE 2E ALSACE à exploiter une installation de regroupement, de traitement et de préparation à la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) à GEISPOLSHEIM ;
- VU le rapport du 19 août 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 08 août 2024, l'inspection a constaté qu'en contravention à l'annexe 3.2 III de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé la fréquence d'analyses des poussières émises par les installations de traitement mécaniques des déchets est annuelle au lieu d'être semestrielle ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 08 août 2024, l'inspection a constaté qu'en contravention à l'annexe 3.2 III de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé, les paramètres "PCB de type dioxine, retardateurs de flamme bromés, métaux et métalloïdes à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Ti, V), PCDD/F" ne sont pas analysés annuellement ni semestriellement pour les COVT, tous ces paramètres étant pertinents dans le contexte d'un broyage de DEEE ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 08 août 2024, l'inspection a constaté qu'en contravention à l'annexe 3.2 III de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé, la fréquence d'analyses du mercure émis lors du traitement des DEEE contenant du mercure est annuelle au lieu d'être trimestrielle ;

CONSIDÉRANT qu'en réponse au projet de mise en demeure, dans son courriel du 05 septembre 2024, l'exploitant demande un délai supplémentaire pour réaliser l'ensemble des actions correctives nécessaires à la mise en conformité du site ;

CONSIDÉRANT qu'en réponse au projet de mise en demeure, les observations émises par l'exploitant dans son courriel du 05 septembre 2024 n'apportent pas de nouveaux éléments, permettant de conclure que les non-conformités relevées le 08 août 2024 ne sont plus constituées ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements,*

opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : prescriptions à respecter

La société ENVIE 2E, pour ses installations situées 2 rue des Imprimeurs à GEISPOLSHEIM, est mise en demeure de respecter, dans le délai de **deux mois** à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 et de la décision d'exécution (UE) n°2018/1147 suivantes :

Arrêté ministériel du 17 décembre 2019 :

« **Annexe 3.2** : Meilleures techniques disponibles applicables aux installations de traitement mécanique (...)

III. Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement mécanique de déchets

Effluents gazeux :

Traitement	Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Tous les traitements mécaniques des déchets	Poussières	5 mg/Nm ³ ou 10 mg/Nm ³ lorsqu'un filtre en tissu n'est pas applicable	semestrielle
Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques	Retardateurs de flamme bromés	/	annuelle
	PCB de type dioxine	/	annuelle
	Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V)	/	annuelle
	PCDD/F	/	annuelle
	COVT	/	semestrielle
(...)			
Traitement des DEEE contenant du mercure	Hg	5 µg/Nm ³	trimestrielle

».

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

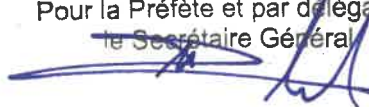
- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ENVIE 2E, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Geispolsheim.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL

